

CIBLE

Expulsions

Un homme est mort, le 4 avril, après s'être jeté dans la Marne, à Joinville-le-Pont, alors qu'il était poursuivi par des policiers. Cet homme était un Malien de 29 ans, qui n'avait pas de papiers et qui était sous le coup d'un arrêt d'expulsion.

Un mort de plus, car d'autres sans-papiers se sont tués dans un mouvement de panique, à la vue des policiers. Un mort pour qu'on parvienne à 25 000 expulsés par an.

Personne ne croit que cet objectif pourra être atteint.

Personne ne croit – pas même ceux qui conseillent MM. Hortefeux et Sarkozy – que les expulsions servent à quelque chose.

Beaucoup de policiers sont indignés par ce qu'on leur fait faire : rafles, interpellations illégales, priorité à la chasse aux clandestins au détriment de missions importantes. On a arrêté des mères et des enfants, des personnes âgées ont été arrachées à leur lit à 6 heures du matin pour que des préfets puissent présenter leurs résultats sans craindre la colère du ministre.

Nous ne sommes pas dans la passion xénophobe mais dans une froideur bureaucratique, lointaine, arithmétique – non moins meurtrière.

Tournant américain

Non à l'Otan

Balkans

Apprentis sorciers

p. 6-7

Société

Citoyens ou indigènes ?

p. 8

Une caserne pour l'Histoire

Un rapport remis aux ministres de la Défense et de la Culture l'annonce. Un musée dédié à l'histoire civile et militaire de la France devrait être ouvert aux Invalides. Les manipulations mémorielles continuent donc, représentant un grand danger.

Le Figaro nous l'a annoncé il y a quelques semaines (1). Une *Maison de l'histoire* devrait être créée aux Invalides, d'ici à trois ans. Rappelons-le, tous les régimes, depuis la Révolution française ont essayé de créer leur propre version de l'Histoire, afin d'apparaître comme les plus légitimes aux yeux des Français. Louis-Philippe inaugure son règne par la transformation de Versailles en musée dédié à toutes les gloires de la France. Un héritage que Jean-Luc Aillagon, maintenant grand maître de l'établissement public du château tente de faire fructifier, avec un certain écho médiatique. Napoléon III, plus tard, se veut le réconciliateur de ses concitoyens en permettant l'inauguration, aux Archives Nationales, d'un musée de l'Histoire de France, qui existe toujours, certes sans collection permanente depuis 1995 - à qui la faute ? -, mais détaché depuis longtemps des injonctions politiques.

Pour l'histoire contemporaine, il est à noter que la création de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), en 1978, avait pour but de rompre le lien toujours gênant entre le pouvoir politique et l'histoire qui est alors en train de s'écrire, celle de la Résistance (2). Le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, organisme interministériel rattaché à la présidence du Conseil, longtemps dirigé par Henri Michel avait fini par trop souffrir de ses liens avec les services de Matignon. Aujourd'hui donc, un conservateur du patrimoine visiblement courtisan, M. Hervé Lemoine, vient de remettre aux ministres de la Défense et de la Culture, un rapport d'étape (3) qui propose ce qui doit être considéré comme un retour en arrière, la tentation de tout Prince qui se cherche et ne connaît pas ses limites, l'établissement d'une histoire officielle.

Le présupposé malhonnête que contient le *rapport d'étape* repose sur un supposé déni de

l'histoire de France qu'aurait illustré le tragi-comique épisode, en 2005, d'une célébration de Trafalgar préférée à celle d'Austerlitz. À la lecture de M. Lemoine, il est aujourd'hui comique de voir que c'est justement à ceux qui ont le plus failli dans la réflexion entourant la commémoration des batailles napoléoniennes, le pouvoir politique et l'armée, dont il faudrait aujourd'hui attendre une solution au problème supposé de l'amnésie nationale. Le seul responsable de la politique de célébrations officielles, en France, est l'État. Et ce n'est certainement pas à l'Histoire, telle qu'elle se fait, qu'il faut s'en prendre.

Le projet qui nous est proposé est en effet ambitieux. Dans sa lettre de mission du 20 novembre dernier, passée complètement inaperçue dans le flot de la communication perpétuelle, le président de la République a confié à notre rapporteur sa volonté de répondre aux attentes des chercheurs et des citoyens en

créant un « centre de recherche et de collections permanentes dédié à l'histoire civile et militaire de la France ». Problème : l'historien qui écrit ces lignes n'a jamais entendu aucun de ses confrères se signaler comme historien *civil* ou *militaire*. Depuis Pierre Renouvin et ses recherches, dans les années 1920, des causes de la Première Guerre mondiale, on sait qui plus est que les deux termes ne peuvent être ainsi dissociés d'un contexte englobant aussi les questions sociales et économiques. *Quid* de l'économie de guerre, à cet égard ? Avoir pour projet l'installation d'une *Maison de l'histoire* dans l'enceinte des Invalides serait plus qu'une provocation, c'est un coup de force. On doit se contenter, pour ce lieu, du magnifique musée de l'armée, qui y existe déjà. Non, les historiens de ce pays ne seront jamais aux ordres ! Que tous entrent en Résistance !

La dérive autocratique de Nicolas Sarkozy, dont l'inculture historique devient aussi sidérante que le vide de sa réflexion politique ne peut cesser de nous inquiéter. Ne faut-il pas se réjouir que l'État ne soit plus désormais prescripteur en matière d'histoire, au lieu de le déplorer ?

Eugène MEUTHELET

(1) Voir l'édition du 25 février dernier.

(2) On attend, à ce sujet, la publication de l'important colloque qui vient de se tenir à Lyon, autour du thème : « *Faire l'histoire de la Résistance* » dont *Royaliste* se fera l'écho.

(3) Mis en ligne sur les sites des deux ministères.

www.culture.gouv.fr/culture/actualites/rapports/lemoine/rapportlemoine.pdf

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Une caserne pour l'Histoire - p.3 : Des nouvelles du Sarko-État - Ils disent : ça suffit ! - p.4 : Lycéens - Retraites en perdition - p.5 : Classe 68 - p.6/7 : Apprentis sorciers - p.8 : Tueurs - Citoyens ou indigènes ? - p.9 : L'Apocalypse russe - p.10 : Louis VI le gros - La traversée des Alpes - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Non à l'Otan.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Des nouvelles du Sarko-État

Si vous avez raté un épisode par distraction ou dégoût, apprenez que dans la sarkozie la pulsion pulsionne, le mensonge s'étale et l'illusion fonctionne comme s'il n'y avait pas eu le « choc des municipales ».

Il n'y a pas eu de *choc de confiance*. Et le *choc des municipales* a été absorbé, résorbé et anéanti dans le tourbillon de folies qui emporte le supposé président et sa suite.

Folies ? me direz-vous, mais nos médias favoris nous informent que Nicolas Sarkozy a changé, sous la baguette de Fée Bruni !!!

Je récuse ce conte bleu par trois arguments tirés de trois sciences :

Argument médiologique : selon leur habitude, les grands médias ne nous informent pas mais construisent un récit. Après le récit, surchargé, des nerfs qui lâchent, nous avons droit au récit du *retour à la sagesse*. Les échos en provenance de l'Élysée et les images diffusées sur la Toile prouvent que Nicolas Sarkozy ne parvient toujours pas à contrôler ses pulsions (il a agressé des dirigeants syndicalistes lors d'une réception à l'Élysée), à cesser ses provocations vulgaires (à Londres, en brandissant sa femme comme un trophée) et à se mêler de tout : les affaires de l'UMP, des Hauts-de-Seine et de Neuilly, les « réformes », les excursions à l'étranger.

Argument élyséologique : la politique du gouvernement, telle qu'elle est annoncée à l'Élysée, repose sur un mensonge parfaitement cynique. Le mot de rigueur n'est pas prononcé mais les mesures prises depuis les élections lo-

cales sont tout à fait claires : le retour à l'équilibre des finances publiques en 2011 implique la rigueur ; il est rigoriste de vouloir réaliser 7 milliards d'euros par la suppression massive de postes de fonctionnaire et par la réduction des moyens des administrations : suppression d'emplois militaires, fermetures de casernes, suppression d'ambassades... Ce plan est d'une idiotie absolue : l'austérité en période de crise économique aggrave la situation ; la réduction de nos capacités diplomatiques et militaires nous coûtera très cher dans quelques années.

Argument matignonologique : le gouvernement Fillon se trouve dans une situation extravagante. Faute de pouvoir liquider le Premier ministre, son rival heureux dans les sondages, Nicolas Sarkozy lui oppose Xavier Bertrand, candidat déclaré à Matignon, qu'il a nommé secrétaire général adjoint de l'UMP. Le mari de Carla Bruni ayant annoncé que le véritable remaniement aurait lieu après la fin de la présidence française de l'Union européenne, François Fillon est condamné à être un Premier ministre en sursis pendant plusieurs mois.

Un homme sans autorité coiffé par un autocrate incontrôlable et défié par un ministre assoiffé de pouvoir : voici le trio en enfer.

Nous y sommes entraînés.

Sylvie FERNOY

Ils disent : ça suffit !

Citoyens de diverses nations européennes, des économistes s'insurgent contre la spéculation et demandent qu'on en finisse avec la libre circulation des capitaux.

Exposés à la pire des tourmentes financières depuis la crise de 1929, spectateurs désolés de l'impuissance des gouvernants face à la crise, nous voyons un espoir dans l'appel qui a été lancé le 27 mars par des économistes allemands, anglais, belges, espagnols, italiens, grecs, suisses... Parmi les Français, Jacques Sapir, André Orléan, René Passet qui se sont exprimés dans nos colonnes.

Espoir encore mince, appel peu ou pas relayé par les grands médias mais auquel il faut faire écho. Ces économistes disent le vrai quant aux effets destructeurs de la déréglementation financière : chômage, précarité, pressions inouïes sur les salaires, accroissement des inégalités. Ils constatent que l'autorégulation du marché est une fable car « depuis deux décennies, le cours de la finance mondiale n'est qu'une longue suite de crises : 1987, krach boursier ; 1990, crise immobilière aux États-Unis, en Europe et au Japon ; 1994, krach obligataire américain ; 1997 et 1998, crise financière internationale ; 2000-2002, krach internet ; 2007-2008 enfin, crise immobilière et peut-être crise financière globale ».

Telles sont les conséquences de la libre circulation des capitaux, des mille et une perversités de l'innovation financière et de l'irresponsabilité des banquiers centraux qui ont laissé enfler les bulles spéculatives. Les Banques

centrales fournissent des liquidités comme on remet sans cesse de l'huile dans un moteur totalement dérégulé. Cela permet d'éviter le blocage du système bancaire mais ce n'est qu'un pis-aller. Quant à la demande de *transparence*, elle est absurde. D'où la radicalité de l'appel des économistes :

« (...) nous, citoyens européens, demandons l'abrogation de l'article 56 du Traité de Lisbonne, qui, interdisant toute restriction à ses mouvements, offre au capital financier les conditions de son emprise écrasante sur la société. Et nous demandons également que soit restreinte la **liberté d'établissement** (art. 48) qui laisse opportunément au capital la possibilité de se rendre là où les conditions lui sont le plus favorables, et permettrait ici aux institutions financières de trouver asile à la City de Londres ou ailleurs.

Si par **liberté** il faut entendre celle des puissances dominantes, aujourd'hui incarnées dans la finance, d'asservir le reste de la société, disons immédiatement que nous n'en voulons pas. Nous préférons celle des peuples à vivre hors de la servitude de la rentabilité financière ».

Opposés depuis le début à la déréglementation financière, nous souscrivons à l'appel du 27 mars.

Annette DELRANCK

☞ Cf. le site : www.stop-finance.org

Lycéens

Des lycéens et des professeurs sont dans la rue. Ils sont nombreux mais leur mouvement n'est pas, ou pas encore, massif. Le ministre de l'Éducation nationale leur tient le même discours que nombre de ses prédécesseurs. Aux manifestants qui dénoncent la suppression de 11 200 postes d'enseignants à la rentrée 2008, Xavier Darcos répond par la dénonciation des cas-seurs et des professeurs « extrémistes ».

Le haut personnage se trompe d'époque. Nous ne sommes plus en Mai 1968 : les lycéens manifestent pour pouvoir travailler dans des conditions normales et pour trouver un métier. L'exigence n'a rien de révolutionnaire : lycéens et professeurs ne veulent pas être sacrifiés à un plan d'économies qui seront faites pour être dilapidées ailleurs.

Le haut personnage essaie de tromper son monde lorsqu'il affirme que les suppressions de postes n'affecteront pas le service public de l'enseignement. Et ce premier plan en annonce d'autres : un rapport de l'Inspection des finances préconise la suppression de 100 000 postes (enseignants et non enseignants) dans les trois années qui viennent. Soit 10 % des effectifs de l'Éducation nationale.

Bien entendu, on jurera que ce n'est qu'un rapport parmi d'autres et qu'il ne faut pas s'alarmer. Et l'on se préparera à tailler, tranche par tranche, en bavardant sur les vertus d'un système allégé.

Moralité : il faut crier bien fort pour que le rapport de Bercy ait le même sort que celui d'Attali.

Cosette DARD

Retraites en perdition

Vous avez aimé 2003, vous allez adorer 2008. Le gouvernement pris à la gorge devant ses résultats catastrophiques veut accélérer ses réformes. La route vers la retraite à double vitesse est toute tracée.

Afin de garantir le financement des retraites à l'horizon de 2020, la loi Fillon d'août 2003 comportait, entre autres joyeusetés, l'allongement progressif de la durée de cotisation à partir de 2009, la portant de 40 à 41 ans en 2012, à raison d'un trimestre de plus par an. Cinq ans plus tard, le déficit se creusant plus rapidement que prévu - il devrait atteindre 5,1 milliards d'euros en 2008 - le gouvernement pourrait décider par décret de passer à 41 ans de cotisations dès l'année prochaine.

Consultées dès le 27 mars, les organisations syndicales ont fait savoir qu'elles s'opposaient au passage aux 41 annuités de cotisation tant que le taux d'emploi des seniors sera aussi faible (38,1 %). Une responsabilité qui incombe, d'abord, aux entreprises qui, dès qu'elles le peuvent, se débarrassent des salariés les plus âgés parce qu'ils coûtent chers et sont moins malléables. Il n'y aurait pourtant pas d'autres solutions pour diminuer le déficit, selon le Premier ministre. On pourrait, en effet, actionner deux autres leviers : diminuer les pensions ou augmenter les cotisations. Deux solutions inenvisageables, alors que l'inflation redémarre et que le pouvoir d'achat ne cesse de baisser. Mais cela n'empêche pas le gouvernement de faire peser la menace d'une baisse des pensions.

Pas question, non plus, pour les syndicats de suivre le gouvernement tant que la négociation sur le départ anticipé à la retraite des salariés qui ont exercé des métiers pénibles n'a pas abouti. Une disposition pourtant prévue par la loi Fillon et que le patronat s'efforce d'enliser. Après trois ans de négociations et dix-sept séances (un record !), les partenaires sociaux ne parviennent pas à se mettre d'accord. Le Medef refuse de financer le système et entend faire peser la charge sur la solidarité nationale.

Les raisons généralement mises en avant pour expliquer la dégradation des comptes de l'assurance vieillesse - et plus généralement de l'ensemble des caisses de la Sécurité sociale - résident dans la démographie (les départs massifs à la retraite des *baby boomers* et la faiblesse actuelle de la natalité), le chômage, le sous-emploi des seniors et des jeunes... mais jamais la stagnation des salaires. Depuis le milieu des années 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse de diminuer.

Or, des hausses de salaires entraîneraient automatiquement une augmentation des recettes de la Sécurité sociale. Autre explication qui n'est jamais avancée par le gouvernement ou le patronat : la part des exonérations partielles ou totales de la part patronale des cotisations sociales non compensées par l'État qui représente depuis 1993 la bagatelle de 25 milliards d'euros (soit près de la moitié du déficit cumulé de la sécurité sociale).

La situation du régime général d'assurance vieillesse ne serait donc pas si catastrophique si tout le monde honorerait ses dettes, à commencer par l'État. Reste à savoir pourquoi le gouvernement ne cesse d'en rajouter. Une partie de la réponse est donnée par Gérard de La Martinière, le président de la Fédération française des sociétés d'assurance dans un entretien accordé à *La Tribune* : « La mise en évidence des insuffisances du régime de retraite par répartition montre qu'il sera indispensable de compléter le socle de la retraite de base et complémentaire par l'épargne retraite. Depuis 2003, les assureurs ont tous les outils nécessaires pour proposer des produits de retraite ». La route vers la retraite à double vitesse est toute tracée.

Nicolas PALUMBO

Royaliste vous plaît ?

Alors aidez-nous à accroître son audience !

Faites-le connaître autour de vous.

Donnez-nous les adresses de vos amis.

Classe 68

L'Amérique saura-t-elle rompre enfin avec l'héritage de 1968 ? Et le reste du monde ? Et nous ?

Mouvement de jeunesse mondialisé, 1968 a introduit en politique internationale une rupture, certes vite effacée sur le moment, mais aux effets encore sensibles quarante ans plus tard. Les enfants du boom démographique de l'après-guerre entretiennent volontiers la nostalgie de cette période de leurs vingt ans. C'est encore, semble-t-il, l'un des enjeux de la candidature d'Hillary Clinton aux États-Unis. Si elle était choisie, elle traînerait avec elle les relents de la *guerre culturelle* inachevée depuis lors. En 1968, quand Bill et Hillary étaient étudiants (en Angleterre cette année-là), McCain s'épuisait dans les geôles Viêt-cong et Obama entrait à l'école primaire en Indonésie. L'homme d'avant-hier et celui d'après-demain feraient oublier la génération 68. L'un prétendrait gagner (ou ne pas perdre) une guerre *propre*, contre celle qui avait échoué au Viêt-Nam; l'autre, appliquer universellement un modèle de développement qui a réussi en Asie du Sud-Est.

Mais 68 c'était aussi *le printemps de Prague*, le Biafra et les JO de Mexico. C'était déjà Pompidou en Afghanistan et De Gaulle en Roumanie, à la recherche ou à la fuite d'eux-mêmes.

Zéro mort à Paris, 58 à Prague lors de l'intervention soviétique, mais un million

de morts déjà dans ce qui n'était pas encore appelé un génocide noir, et un chiffre officiel minimal de 325 étudiants mexicains tués sur la place aztèque de Tlatelolco; 46 morts dans les émeutes raciales qui déchiraient les centre-ville américains, désertés par la population blanche qui n'y est jamais revenue depuis, et des dizaines de milliers au Viêt-Nam. Nous sommes bien en dessous du compte aujourd'hui sauf la nostalgie.

L'Irak n'est pas le Viêt-Nam et Oussama Ben Laden n'est pas Hô Chi Minh, pas plus que Barack Obama n'est Martin Luther King (assassiné en ce même 4 avril 1968). Prague accueille des missiles antimissiles américains et Bucarest un sommet de l'Otan. Sarkozy est toujours en Afghanistan, mais le roi n'est plus là. Les JO de Pékin ne seront pas suivis d'un nouveau Tien An Men.

Uchronie : Si Bobby Kennedy (assassiné au sommet de son succès aux élections primaires en juin 1968) avait été élu président des États-Unis, s'il avait mis fin à la guerre du Viêt-Nam et au blocus de Cuba, si le *printemps de Prague* avait réussi, si l'indépendance du Biafra avait été reconnue pacifiquement, si la démocratie s'était instaurée au Mexique, freinant l'exode des *chicanos* vers le Nord, n'aurions-nous pas gagné

vingt ans de notre vie ? Nous en serions aujourd'hui où nous en serons peut-être dans vingt ans ou peut-être pas du tout, car les occasions ne se représentent pas toujours. Une génération sacrifiée telle que celle de la classe 68 peut avoir égaré les suivantes. La moitié des habitants nés depuis 68 ne savent même pas de quoi nous parlons. L'histoire qui n'a pas eu lieu est perdue pour tout le monde.

Et nous ? En quoi notre politique - étrangère, en l'occurrence dans cette rubrique - subit-elle encore l'héritage de 1968 dont Sarkozy avait imaginé un bref instant nous débarrasser ? Peut-on faire au mouvement de mai le même reproche que Bainville faisait au 6 février 1934 : ce même jour l'on tirait dans les rues de Vienne ; l'Anschluss était évité de peu et reporté de quatre ans. On s'aveugle parfois sur notre révolte, nos problèmes, sans voir que le reste du monde change autour de nous, sans nous, sinon contre nous. Le mouvement des *néos* (comme après 34) a bien intégré cette dimension, des nouveaux philosophes aux néo-conservateurs. C'est un effet direct de 68. On se débat encore dans le même bain ou bouillon de culture. Or tout ceci ne vaut que pour nous. Aussi universel qu'il soit apparu, en réalité il y eut deux 1968 : un mouvement libertaire à l'Ouest, un mouvement nationaliste à l'Est et au Sud. Nous ne l'avons toujours pas compris.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **IRAN** - Le prince Reza Pahlavi, 45 ans, fils aîné du dernier chah d'Iran, a été reçu à Paris au Palais Bourbon par une quarantaine de députés. Dans un entretien paru dans *Le Figaro* il a clairement exprimé sa position sur la crise nucléaire iranienne. Faisant remarquer que ni la diplomatie : « Depuis trois ans, la troïka européenne insiste pour négocier indéfiniment, sans aucun résultat. Je ne vois aucune carotte possible qui pourrait sortir le régime de l'irrationalité. Il ne cherche qu'à gagner du temps », ni une intervention militaire : « en Irak, l'imposition de la démocratie par la force aboutit à un résultat proche de la guerre civile » ne constituent des solutions, il prône un soutien massif aux « milliers de groupes en Iran qui font de leur mieux pour lancer une campagne de désobéissance civile non violente. Ils ont besoin de beaucoup plus de moyens pour réussir. C'est pourquoi ils ont besoin d'assistance et d'aide de l'extérieur. » « De toute façon, nous ne réclamons pas une intervention étrangère, qui serait contre-productive » a-t-il ajouté. Et en conclusion : « L'opposition iranienne est aujourd'hui unie (...) et mon rôle est celui de facilitateur et d'élément fédérateur ».

♦ **JORDANIE** - La reine Rania de Jordanie est venue donner une conférence à la Sorbonne sur le thème *L'engagement d'une reine*. Dans un entretien, publié dans *Les Échos*, elle explique pourquoi : « Le travail d'une reine, comme tous les autres métiers, évolue avec le temps. Il y a dix ans par exemple, la nécessité d'un dialogue entre les cultures ne s'imposait pas comme aujourd'hui. Maintenant, elle fait partie intégrante de mon travail (...) Il faut montrer à chacun ce que nous avons en commun, souligner que nous partageons les mêmes inquiétudes et les mêmes valeurs. Quelles que soient notre race, notre religion, notre couleur de peau, nos croyances. Car nous devons affronter ensemble un défi global, la montée de l'intolérance et de la violence à laquelle nous assistons partout dans le monde ».

♦ **CAMBODGE** - L'ancien monarque, Norodom Sihanouk, le roi-père, qui était à Pékin depuis le mois de novembre pour y suivre les examens et traitements médicaux qui lui sont coutumiers, vient de rentrer au Cambodge. Comme il l'avait promis il devrait fêter le nouvel an avec « son petit peuple » et être présent dans le royaume pendant la tenue des élections législatives, en juillet prochain. De nombreuses personnalités souhaitaient son retour et sa présence dans une période importante et tendue.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - La reine Élisabeth a annulé la réception qui devait être donnée pour fêter ses noces de diamant car elle a estimé qu'il serait indécent d'organiser une somptueuse célébration alors que le pays est au bord de la récession. Cette leçon muette de morale n'a pas été bien accueillie par le Premier ministre qui est sorti de l'état de grâce et voit sa cote baisser dans les sondages, ni par ses collaborateurs qui n'ont pas apprécié que le rappel de l'ampleur des difficultés économiques du pays vienne de Buckingham.

Les apprentis sorciers

M

altraitées par les principaux médias en période de crise, ignorées dans l'ordinaire des jours, les questions balkaniques continuent de se poser de manière angoissante sur d'anciens territoires yougoslaves. Leur histoire et les événements qui s'y déroulent sont complexes mais pas

incompréhensibles dès lors qu'on écoute ceux qui ont une connaissance intime de ces nations européennes. Ainsi Jean-Arnault Dérens, journaliste et historien, et Laurent Geslin, géographe, qui animent l'excellente équipe du *Courrier des Balkans* et qui évoquent ici la situation au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine.

■ **Royaliste : Quels sont les principaux points de tension dans les Balkans ?**

Laurent Geslin : D'abord la Bosnie qui est sous protectorat international depuis la signature des accords de Dayton en 1995. Ces accords ont mis fin à une guerre qui opposait les Serbes, les Musulmans et les Croates. Depuis le pays est séparé en deux entités distinctes : la Republika srpska et la Fédération croato-bosniaque. Les trois peuples parlent la même langue et n'ont pas la même religion. Mais la religion n'a pas été le facteur principal dans le déclenchement de la guerre. Ses causes furent d'abord politiques.

Ensuite le Kosovo qui est une région à majorité albanaise (90 % de la population). Entre 1999 et 2008, le Kosovo s'est trouvé dans un vide juridique presque total. Il reste 8 % de Serbes, soit 100 000 personnes sur 2 millions d'habitants et on estime que 300 000 ou 400 000 Serbes ont quitté le Kosovo depuis

1999. Il y a aussi des Roms qui ont beaucoup souffert de la guerre et des expulsions qui ont eu lieu ensuite ; des Goranis, qui sont des slaves musulmans et d'autres minorités.

■ **Royaliste : Quel est le bilan des politiques internationales menées depuis vingt ans ?**

Jean-Arnault Dérens : Je rappellerai des choses qui ont souvent été dites. Une formule a fait florès pendant longtemps : on a dit que l'écclatement de la Yougoslavie avait commencé au Kosovo et qu'il se terminerait au Kosovo. Rien n'est moins certain ! L'indépendance de cette province risque d'engager un nouveau cycle de décompositions et de recompositions.

À la fin des années quatre-vingt on parlait aussi d'une politique d'intégration assez rapide de la Yougoslavie. Le projet était réalisable. Le fait est qu'il n'a pas été réalisé.

Les politiques européennes et plus largement les politi-

ques internationales ont reposé sur deux principes simples :

- *séparer les problèmes* : on traitait le foyer de tension du moment en reportant à plus tard ce qui se passait dans la région voisine. Bien sûr, nul n'ignorait que tous les problèmes étaient liés. Par exemple, lors des négociations de Dayton en 1995, la question du Kosovo a été évoquée car la situation y était critique. Mais Slobodan Milosevic a dit aux Anglais et aux Américains que c'était une affaire intérieure et qu'il n'y avait pas lieu d'en parler. Les Anglais et les Américains lui donnèrent raison sur ce point. Quatre ans plus tard, l'Otan bombardait la Serbie et le Monténégro à cause du Kosovo ;

- à défaut de pouvoir apporter des solutions de fond, *geler les statu quo* en espérant que le temps permettrait de guérir les blessures et d'engager un dialogue constructif entre les protagonistes. Naïvement, on a attendu l'arrivée des généra-

tions nouvelles en pensant que les jeunes souhaiteraient la réconciliation. Mais on n'a pas vu que les jeunes des Balkans grandissaient dans des sociétés séparées et que c'étaient les vieux qui avaient l'expérience des relations entre les communautés. Il est aujourd'hui évident que le temps n'a rien arrangé.

■ **Royaliste : Disant cela, pensez-vous plus particulièrement à la Bosnie-Herzégovine ?**

Jean-Arnault Dérens : Oui. Le cadre institutionnel ne peut pas fonctionner et tout le monde le savait en 1995. Mais ce mecano apparaissait comme le résultat du seul compromis possible pour que les combats s'arrêtent. Mais on a alors placé la Bosnie-Herzégovine sous une lourde tutelle internationale : le pays a tous les attributs de la souveraineté, il est membre des Nations unies mais c'est de fait un protectorat. La tutelle est exercée par le Haut Représentant international, qui est mandaté par l'Union européenne et qui a des pouvoirs exorbitants. Les *pouvoirs de Bonn* permettent au Haut Représentant de démettre des fonctionnaires et des hommes politiques qui ne respectent pas le cadre institutionnel de Dayton et c'est aussi le Haut Représentant qui est le juge du respect des accords. Le même peut casser les lois votées par les différentes assemblées délibératives et créer de nou-

velles institutions sans avoir besoin de trouver leur mode de financement : somme toute, il exerce un pouvoir absolu, ce qui est assez rare dans le monde d'aujourd'hui.

■ **Royaliste : Comment se justifie-t-il ?**

Laurent Geslin : Par d'excellentes intentions : lutter contre les nationalistes et les mafieux, favoriser l'avènement de la démocratie.

Jean-Arnault Dérens : C'est vrai. Mais cela se traduit concrètement par une contradiction fondamentale : comment ce maître tout-puissant peut-il prétendre que l'on va fabriquer une société démocratique ? Il n'y a pas de démocratie si les décisions prises par le peuple souverain peuvent être cassées par un fonctionnaire britannique ou slovaque.

Autre conséquence perverse : puisque les politiciens des trois entités connaissent la règle du jeu dictée par le Haut Représentant, ils ne cherchent pas à trouver des compromis : pour eux, il vaut beaucoup mieux se livrer aux joies de la surenchère nationaliste qui permet de gagner des voix.

Laurent Geslin : Ces dernières années, la suppression du Haut Représentant a été souvent évoquée. On ne le fait pas parce qu'on se trouve dans un cercle vicieux.

Jean-Arnault Dérens : En effet. On a fabriqué des démagogues nationalistes et on se refuse à leur rendre le pouvoir en supprimant le Haut Représentant qui était chargé de les écarter du jeu politique !

Prenons l'exemple du Premier ministre de la Republika srpska, Milorad Dodik, qui est présenté après 1995 comme LE démocrate serbe et qui bénéficie de ce fait du soutien massif des Américains. L'homme a des qualités et il s'entend bien avec les Croates et les Bosniaques. Mais, à l'été 2006, il a joué la carte de la surenchère nationaliste pour gagner les élections de 2006. Il réclame donc le droit à l'autodétermination et à la sécession pour la Republika srpska et il est élu avec une majorité écrasante.

Aujourd'hui, il est piégé par son discours de campagne et la Bosnie-Herzégovine est, comme le disait Laurent, un État sur le point d'éclater.

■ **Royaliste : Cette logique perverse a été reproduite au Kosovo...**

Jean-Arnault Dérens : Oui, avec des circonstances aggravantes ! La Bosnie-Herzégovine est un État reconnu en droit international et qui était également reconnu par les pays voisins puisque Tudjman et Milosevic avait approuvé les accords de Dayton.

Le Kosovo est en droit une province autonome de la République de Serbie. Les bombardements de 1999 se sont déroulés hors de tout cadre de droit international. Cette campagne aérienne de l'Otan n'a pas été un succès : malgré un déluge de feu, les pertes de l'armée serbe ont été dérisoires. Une offensive terrestre aurait été très coûteuse en vies humaines et la guerre s'est terminée par un compromis :

1° La Serbie obtient que son armée et sa police se retirent en bon ordre du Kosovo ;

2° La résolution 1244 interdit absolument aux troupes de l'Otan qui vont se déployer au Kosovo de franchir les frontières de la province alors que l'annexe de Rambouillet envisageait un déploiement des troupes de l'Otan sur le territoire serbe. Après trois mois de guerre, ce que demande l'Otan est inférieur à ce qu'elle demandait auparavant. Ce fut une victoire pour Milosevic.

3° Le Kosovo est placé sous l'administration des Nations unies et son statut final sera décidé par le Conseil de Sécurité des Nations unies. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que revendiquent les Albanais, est soumis à un principe supérieur : l'intégrité et la souveraineté territoriale des États. Ipso facto, la résolution 1244 ferme totalement les portes de l'indépendance.

Laurent Geslin : Le discours tenu aux Albanais du Kosovo par les représentants occidentaux complique encore la situation : on leur dit clairement



■ **Belgrade : Souvenirs laissés par les bombardements de l'Otan.**

que l'Otan est intervenue pour soutenir la cause albanaise - l'indépendance ; et on leur explique que le protectorat exercé par la Minuk, mission des Nations unies, est une phase de transition vers une indépendance inéluctable.

En fait, quand la Mission s'est mise en place, son mandat était flou et les moyens financiers étaient des plus réduits. Sous l'égide de Bernard Kouchner, on a décidé de créer une société multiethnique mais on a assisté en juin 1999 à un nettoyage ethnique qui a visé toutes les minorités du Kosovo : Serbes, Roms, Turcs... et en présence des soldats de l'Otan.

Huit ans plus tard, on constate que le bilan de la Minuk est accablant : malgré l'injection de sommes considérables, l'économie est dans une situation catastrophique, avec un taux de chômage de 60 %, les barrières ethniques sont insurmontables. La création d'un État de droit est un échec total et les brigandages de toutes natures affectent l'ensemble de la population.

■ **Royaliste : Quelle a été l'action de l'Union européenne ?**

Laurent Geslin : En 1990, la Communauté Économique Européenne n'a pas été capable de prendre la mesure des enjeux et des défis. Lorsque les conflits ont éclaté, entre Serbes et Croates, puis en Bosnie-Herzégovine, les Européens de l'Ouest ont couru

après les incendies sans parvenir à les éteindre. Après 1995, la CEE n'a pas été capable de mettre en œuvre une sorte de plan Marshall du pauvre ni de tenir ses propres engagements en matière d'intégration. Aujourd'hui, nous voyons que l'Union européenne est très divisée sur la question du Kosovo et qu'elle n'a pas été capable d'avoir une politique commune et de trouver une solution au conflit. À Bruxelles et ailleurs, on s'est bercé d'illusions.

Jean-Arnault Dérens : Au Kosovo, il n'y a pas de bonne sortie de crise. Le protectorat était devenu insupportable pour les Albanais du Kosovo et il n'était pas question qu'ils acceptent la souveraineté serbe. Mais la résolution 1244 qui reconnaît la souveraineté serbe sur le Kosovo ne peut être remplacée que par une autre résolution - que les Russes rejettent.

Dans ces conditions, l'indépendance du Kosovo est très mal engagée : la question de la minorité serbe reste dramatiquement ouverte et elle risque de provoquer des réactions en chaîne : les Serbes de Bosnie peuvent demander leur indépendance, les Albanais de Macédoine peuvent demander plus d'autonomie...

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

📖 Jean-Arnault Dérens & Laurent Geslin - « *Comprendre les Balkans - Histoire, sociétés, perspectives* », Éd. Non-lieu, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

Tueurs

Pendant un quart de siècle, Michel Malausséna fut producteur à la télévision française. Producteur de quoi ? De facticité. Tout est factice des soirées de bavardage et d'autopromotion : charme, élégance, sens de la répartie, humour...

Hélas, les visages sont lissés, les bedaines sont effacées, les plaisanteries sont rédigées par des spécialistes, les bredouillis extirpés par les magiciens du montage - car les risques du direct ont été abandonnés.

On s'en doutait : lorsque les masques tombent, c'est atroce. Michel Malausséna (1) dit son dégoût - y compris son dégoût de lui-même lorsqu'il faisait un métier qui lui donnait parfois envie de se jeter par la fenêtre.

Ce n'est pas une formule. Malgré tout l'argent qu'il gagnait comme producteur des émissions de Stéphane Collaro (le pire), de Christophe Dechavanne, de Mireille Dumas, de Nagui... Malo a subi la violence de personnages médiocres, incultes, étrangers à notre société comme au monde qui se fait. Ils parviennent à de spectaculaires réussites parce qu'ils sont follement égocentriques, méchants, menteurs, avarés et parfaitement méprisants pour la commune humanité. Ils insultent et humilient leurs collaborateurs, qu'ils volent sans aucun scrupule.

Sur ces plateaux branchés un inspecteur du travail dresserait cinquante procès-verbaux par jour. Ces truands devraient être conduits devant les juges, pour infractions civiles et délits relevant du pénal.

Jacques BLANGY

(1) Michel Malausséna - « Les Animatueurs », Éd. Jean-Claude Gawsewitch, 2008, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

Citoyens ou indigènes ?

Nous sommes confrontés au retour à un racisme qui n'est pas la résurgence de l'hitlérisme mais l'héritage de l'idéologie coloniale professée sous la III^e République.

Les travaux de Robert Castel font à juste titre référence (1) et le livre qu'il a récemment publié fera date (2). Pourtant, nous croyons tout savoir sur le « problème des banlieues ».

Pourquoi les guillemets ? Parce qu'on ne parvient pas à se mettre d'accord sur l'énoncé du problème : *quartiers difficiles ? Jeunes des banlieues ? Beurs ? Rebeus ?* Pourquoi dit-on que des jeunes sont issus de l'immigration alors qu'ils sont citoyens français ? C'est là une vérité juridique mais un sociologue peut isoler cette catégorie car elle vit dans certains quartiers, pose certains types de problèmes et fait l'objet d'une discrimination négative qu'on cherche à compenser par une *discrimination positive*.

Quand on soulève ces difficultés sémantiques, on s'entend souvent dire qu'on sait très bien de quoi on parle : des jeunes arabo-musulmans de la banlieue des grandes villes.

De fait, Robert Castel montre que ces jeunes inscrits dans cette catégorie floue (les jeunes arabes parlent peu l'arabe, on oublie les Kabyles et la pratique religieuse n'est pas une dominante). Mais c'est en fonction de leurs noms et prénoms que ces jeunes font l'objet de discriminations à l'embauche et dans leurs rapports avec les policiers et les juges ; ils sont plus exposés que d'autres à l'échec scolaire et sont victimes d'une relégation dans les quartiers pauvres.

Nous savons tout cela mais nous ne pouvons pas faire de ces jeunes des victimes absolues. Robert Castel énonce d'autres vérités, non moins dérangeantes :

- ces jeunes bénéficient de tous les droits des citoyens français (droit de vote, Sécurité sociale, enseignement gratuit) ce qui en fait des privilégiés par rapport aux jeunes qui vivent en Europe de l'Est, par exemple ;

- les *quartiers difficiles* sont très favorisés par rapport à des petites villes de province : à Villiers-sur-Marne, les revenus sont plus élevés qu'à Verdun, et la vie est beaucoup moins agréable dans la Meuse que dans la Marne où les services publics sont nombreux et où l'on est proche de la capitale.

On ne saurait donc parler de ghettos, de zones de non droit et d'exclusion culturelle (les jeunes des quartiers reçoivent la même culture que les autres Français par l'école, la radio et la télévision). Mais il est vrai que, malgré tout ce qui a été fait depuis la *marche des beurs* de 1983, il existe des quartiers pauvres en voie d'ethnisation car certaines populations y sont reléguées. Échec de l'intégration ? Certains le disent pour justifier contrôles et répressions. Mais personne n'est en mesure de dire ce qui se serait passé si la politique de la ville n'avait pas existé...

L'optimisme n'est pas non plus de mise. Les groupes relégués sont étrangers au pays de leurs parents ou

grands-parents mais ils ne sont pas pleinement intégrés dans la société française. Ils ne sont *ni dedans, ni dehors* comme dit Robert Castel qui montre que cette incertitude fut la cause des émeutes de l'automne 2005.

Aucune réponse n'a été donnée à cette révolte qui ne fut ni islamiste ni ethnique mais qui conforta deux attitudes extrémistes : celle des intégristes de l'universalisme, qui veulent éradiquer tout particularisme ; celle des *indigènes de la République* qui s'imaginent dans une France toujours coloniale.

Ces deux discours d'exclusion s'inscrivent dangereusement dans un climat idéologique caractérisé par le *retour au racisme* : la France n'est plus colonialiste mais une partie de ses élites reprennent l'idéologie racialisante de la III^e République, étrangère au biologisme, mais qui enferme certaines populations (pas toutes, pensons aux Asiatiques) dans une *seconde nature* qui interdirait leur intégration. On crée ainsi une dialectique de la violence très utile aux démagogues de gouvernement. C'est une régression. Ce n'est pas une fatalité.

Maria DA SILVA

(1) Cf. « Les Métamorphoses de la question sociale », Fayard, 1995, réédition Folio (prix franco : 13 €) - Critique dans *Royaliste* n°642 [Achat immédiat](#)

et « L'Insécurité sociale », Seuil, La République des Idées, 2003, (prix franco : 11 €) - Critique dans *Royaliste* n°824 et entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n°831. [Achat immédiat](#)

(2) Robert Castel - « La discrimination négative, Citoyens ou indigènes ? », Seuil, La République des Idées, prix franco : 12 €. [Achat immédiat](#)

L'Apocalypse russe

Jean-François Colosimo a entrepris une étonnante enquête dont on souhaite, sans pouvoir en être vraiment assuré, qu'il la poursuivra jusqu'à son terme. Car enfin, montrer que le rapport à l'absolu est la clé d'interprétation politique la plus déterminante pour comprendre notre temps relève d'une quête inassouvie, qui suppose à la fois une incroyable mémoire et un sens très aigu de la complexité du présent. D'ailleurs, les deux premiers volumes de l'enquête, celui sur les États-Unis dont nous avons déjà parlé (1) et l'autre sur la Russie (2) qui vient de paraître se terminent en pointillés. L'histoire est ouverte et nous ménage toutes les surprises, même si, grâce à notre merveilleux analyste des profondeurs, l'improbable et l'inconnu nous sont comme familiers. Après Bush nous pressentons que l'Amérique nous réservera d'autres aventures que son génie messianique se chargera de rendre déconcertantes, quel que soit le successeur. Et que dire de la Russie, Poutine se prolongeant ou non à lui-même ? Si l'on est pénétré de l'idée que c'est l'apocalypse qui définit le plus profondément le destin de ce peuple déchiré entre sa tentation nihiliste et sa nostalgie de la sainteté christique, nous avons le sentiment de tous les possibles et que, même si le pire nous est épargné, nous n'échapperons pas aux convulsions d'un pays qui ne s'est pas encore trouvé. Même au sortir de sa terrible tragédie du vingtième siècle.

Peut-être le volume sur les États-Unis réussissait-il une perfection formelle plus achevée, alors que celui sur la Russie est plus heurté, plus difficile car plus énigmatique. C'est que le cœur de Jean-François Colosimo est complètement de ce côté-là, qu'il vibre et souffre avec ses frères orthodoxes et que Dostoïevski et Soljenitsyne sont les deux grands phares de sa pensée et de sa sensibilité. Que l'on ne croie surtout pas que cet évident parti pris s'oppose à la lucidité critique et au réalisme politique. C'est impitoyablement que notre analyste fait voler en éclat les mythes euphorisants et les idées lénifiantes notamment sur le présent de la Russie. Il démolit sans pitié l'image d'une renaissance orthodoxe, à l'encontre des reportages télévisés sur la Pâque orthodoxe ou la reconstruction de certaines églises. « Or il n'y a ni retour à l'Église - aucun de ceux qui y sont ne s'étant absentés -, ni retour de l'Église - en tant que telle, elle n'avait jamais disparue -, mais, au sein même du phénomène, irruption de l'altérité, révélation, épiphanie d'une dimension niée, refusée. » Ce qui se passe relève d'un processus d'identification qui peine à aboutir, mettant aux prises des mémoires antagoniques dans l'absence de mémoire commune où elles pourraient communiquer. Il convient donc de considérer qu'à travers la liturgie et les sacrements c'est une véritable réinstauration du temps qui se produit, avec la quête d'un futur qui pourrait être identifié.

par Gérard Leclerc



Je ne sais si une telle perception est compatible avec les grilles de lecture de notre science politique, tant apparemment elle semble contredire cette *sortie du religieux* qui rendrait compte uniformément de la modernité globalisée. Mais à l'encontre d'un usage non pertinent des instruments d'analyse de Marcel Gauchet, il faut comprendre que le théologique et le mystique peuvent servir une œuvre de clarification et de libération, ne serait-ce que pour dissiper les sortilèges du scientisme para-rationnel du monde soviétique. Surtout le défi consiste à surmonter l'épopée sanglante d'un peuple qui est passé par les affres d'un nihilisme qui a pu être sa contre-religion, avec ses figures inversées de sainteté : le cauchemar lénino-stalinien prophétiquement annoncé dans *les démons* de Dostoïevski. Mais là-dessus il faut lire avec la plus extrême attention les chapitres que Jean-François Colosimo consacre au vertige de la perversion mécanique du mal, symbolisé par l'araignée *énorme et géante* que le romancier a entrevu au bain sous la figure d'un tueur d'enfant surgi de ce que Bernanos aurait appelé le plus horrible des *mauvais rêves*. Comment sortir du temps des assassins pour un peuple qui, par ailleurs, se trouve, en dehors de l'orthodoxie, proprement incapable de se reconnaître dans une histoire, qui n'a jamais vraiment été écrite.

Et encore ! Il faut s'entendre sur l'orthodoxie que Colosimo ne reçoit qu'à la manière de Soljenitsyne, c'est-à-dire comme « *ce petit reste lorsque plus rien d'autre ne reste* » et qui « *est la part incessible de la Russie* », celle qui pourra la délivrer des animaux et monstres de l'apocalypse « *qui projette leurs ombres folles sur la moindre parcelle de la terre russe, sur le moindre épisode de la chronique russe* ». Il faut donc se défaire de l'idée d'un patriarcat tout puissant éventuellement docile aux prises d'un État trop content de se légitimer aux ors et aux encens de la *Sainte Russie*. Déjà le réel défie la publicité : « *Les hiérarques plastraient, les politiciens bouffonnaient, les théologiens souffraient, les intellectuels hésitent, les schismes menacent alors que religions et sectes étrangères voient dans l'ex-URSS l'eldorado du shopping spiritualiste et entendent libérer les Russes de la fidélité à une Église jadis servile (...) désormais collaboratrice.* » Aussi, l'orthodoxe souhaite désétatisation et désoccidentalisation de son Église en se référant comme Dostoïevski à l'esprit des starets vénérés par le peuple. Mais il ne laisse pas pour autant la question proprement politique au rebut. Soljenitsyne, souvent incompris en Occident, s'est montré un des plus sûrs concepteurs d'une Russie qui échapperait à ses démons, ne serait-ce qu'en acceptant ses limites et en adoptant un statut d'État-nation. Ce faisant, l'auteur de *L'archipel du goulag* n'hésite pas à s'opposer frontalement à son grand prédécesseur Dostoïevski pour ses exagérations et ses délires. Une autre page est à écrire, incroyablement difficile mais nécessaire, où la Russie devra construire un avenir, en distinguant le meilleur d'elle-même des tentations qui l'ont, hier, perdue.

■ (1) Jean-François Colosimo – « *Dieu est américain. De la théodémocratie aux États-Unis* », Fayard (2006), prix franco : 16 €. Voir *Royaliste* n° 880.

■ (2) Jean-François Colosimo – « *L'Apocalypse russe - Dieu au pays de Dostoïevski* », Fayard, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Louis VI le Gros ou le début de la Royauté

De prime abord, on pourrait ne pas très bien voir l'intérêt du sujet hors le petit nombre de spécialistes que l'Histoire des premiers temps des Capétiens peut passionner.

Qu'a-t-on à tirer de la vie de cet homme né à la fin du XI^e siècle (1081), fils d'un personnage hors du commun (Philippe I^{er}), roi de France à la force de l'âge, 1,90 m environ, un embonpoint précoce et allant s'aggravant qui finit par ne plus lui permettre de tenir à cheval et de terminer son existence impotent, cloué dans un lit en attendant une mort qui surviendra en 1137. Sortis de ces quelques détails brossant la vie sinon le portrait d'un homme, où peut bien résider l'intérêt d'un ouvrage consacré à un homme volontiers récupéré par l'historiographie républicaine ?

Éric Bournazel va nous montrer au long de ces 500 pages tout ce que ce règne a d'important. C'est que Louis VI marque, en premier lieu, la fin de quelque chose. Un siècle après être montée sur le trône la dynastie capétienne était solidement ancrée au pouvoir. Pouvoir n'est peut être pas le bon mot si l'on se réfère aux grandes difficultés que les quatre premiers rois ont eu à imposer une influence réelle sur le cours des choses et sur la construction du pays. De pouvoirs, ils n'en avaient réellement que sur l'Île-de-France qui leur appartenait en propre, pour le reste, une incessante lutte contre les grandes Maisons féodales, pas toujours couronnée de succès.

Pourtant une évolution est en germe dont on peut dater l'éclosion justement durant le règne de Louis VI. Deux mou-

vements se font alors jour, celui des *communes* en lutte pour affirmer les libertés urbaines, et le combat les armes à la main contre les féodaux qui déjà ont quitté leur âge d'or. L'essor des Capétiens tient aussi à une particularité toute simple : avoir réussi pendant plus de trois siècles à avoir des héritiers en suffisance pour, non seulement, continuer la dynastie mais, plus encore, pour mettre à la tête de grands ensembles féodaux des membres de la famille, quand ailleurs des dynasties naissantes comme celle de Guillaume de Normandie s'éteignaient dans le fracas des querelles de successions.

Bournazel nous montre comment un homme qui n'a rien de génial, parvient, à force de courage et de ténacité, à étendre l'influence politique et territoriale de la Couronne. Il décrit et explique également le fonctionnement d'une administration royale embryonnaire, minée par des querelles de clans mais déjà en route vers quelque chose de grand, de construit et d'efficace.

Un règne charnière, en quelque sorte, décrit de manière lisible et claire sinon agréable. Des choses à y apprendre et une excellente mise en perspective. À recommander, donc.

Pascal BEAUCHER

📖 Éric Bournazel - *Louis VI le Gros* », Fayard, prix franco : 28 €. [Achat immédiat](#)

La traversée des Alpes

Le beau roman de Denitza Bantcheva se présente tel un fleuve immense alimenté par de nombreux affluents.

Citons pêle-mêle : l'amour de la langue française, de la littérature, la chanson, les réalisateurs de cinéma, acteurs, tous français ; le fleuve alimente aussi des nappes souterraines, suscite ça et là des résurgences.

Ce roman peut être considéré comme l'ample mise en œuvre de plusieurs idées fixes : devenir écrivain, écrire en liberté, et en l'absence de celle-ci quitter le pays dictatorial répondant au doux nom de Pleunk. Pour parvenir à ses fins l'écrivain s'entretient avec un diable qui a des appartements à l'Est comme à l'Ouest : tous proposent des solutions utilitaires à chaque difficulté rencontrée ; mais comme ces pouvoirs refusent ceux de l'imagination, celle-ci se venge en transformant l'utilitaire en utile.

Vaste programme que celui de sortir de l'inexistence. L'émigrée profitera d'un moment de pose de l'administration pour lui demander de battre ses cartes et c'est une carte d'étudiant qui sera retournée, premier pas vers une vie nouvelle qui se poursuivra tissée d'amitiés, de travail incessant. Mais la liberté acquise n'ex-

clut pas la lucidité concernant le statut des écrivains : « *S'ils étaient nécessaires à l'Humanité ne les aurait-elle pas traités comme les Indiens, les vaches sacrées - les laissant paître et se promener en ruminant leurs pensées* ».

Mais l'exis ou inexis-tence étant ce qu'elle est, l'écrivain accueille l'annonce de l'acquisition de la nationalité française en ces termes : « *Je m'assis sur les marches tièdes, je posai les mains sur les douces poussières, et je pleurai. C'étaient des pleurs qui coulaient de la peine remémorée vers la joie. (...) Cette ville était si belle et douce ; j'avais payé dix ans pour y être encore, et dorénavant, je pouvais me dire que j'y étais pour toujours.* » Ce très bel hommage rendu à la littérature française et au cosmopolitisme console des déclinismes actuels ; il valait la peine d'avoir traversé les Alpes, même si le prix était élevé, et de nous donner un écrivain « *le visage tourné vers ce qui n'est pas encore* ».

François DENOËL

📖 Denitza Bantcheva - « *La traversée des Alpes* », Éd. du Revif, Paris, 2006, 754 p., prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

**Vous voulez acheter un livre ?
Faites appel à notre service librairie !**

Nous pouvons fournir tous les livres actuellement disponibles et nous pouvons même rechercher pour vous les livres épuisés.

Souscription

Une hirondelle ne fait pas le printemps...

Nos lecteurs habituels ne seront pas étonnés, c'est toujours à cette époque de l'année que nous faisons notre *appel au peuple* et que nous lançons notre souscription annuelle. Ce qui risque plus de les étonner c'est la modicité de notre appel de cette année. En effet, c'est **seulement 10 000 euros** qui nous sont nécessaires pour assurer notre équilibre budgétaire. Notre saine gestion, votre générosité, les économies réalisées sur nos frais de fabrication, les ressources annexes de notre service librairie nous ont permis d'arriver à ce résultat. Mais il ne faut pas nous endormir sur ces lauriers. Notre situation reste fragile, le nombre de nos abonnés stagne et la moyenne d'âge de nos lecteurs augmente imperceptiblement.

C'est en effet un phénomène qui ne concerne pas que *Royaliste*, les jeunes générations lisent de moins en moins de journaux en papier et ne s'y abonnent pas. La concurrence d'internet est rude et c'est maintenant sur la Toile qu'elles vont chercher leurs informations et débattre. Cette évolution pose un double problème : de quels outils se doter pour répondre à ce changement ? et comment recruter de nouveaux abonnés pour maintenir l'équilibre financier d'un journal papier ? Vaste sujet de réflexion, en prenant garde de ne pas sauter sur les premières solutions apparentes, au risque de s'engager dans des impasses. Mais, en attendant, il faut continuer à exister et pour cela conserver notre équilibre financier. C'est la raison de cette souscription annuelle à laquelle je vous demande de répondre, comme toujours, généreusement.

Yvan AUMONT

NB - Pour souscrire immédiatement cliquez sur "**Faire un don en ligne**" en bas de page à droite.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 16 avril** - Il ne faut pas prendre à la légère les *guerres de mémoire* : elles peuvent engendrer des révolutions. Le premier exemple, c'est le conflit des *germanistes* et des *romanistes* qui semble se réduire à une controverse obscure entre érudits mais qui opposa à l'âge classique maints philosophes et historiens.

Historien des idées et critique littéraire, maître de conférences à Paris VIII, **Jacques de SAINT VICTOR** examine à la lumière de ce débat

historique « **Les racines de la liberté** » : celle des Modernes qui s'affirme avec la Révolution française avec une violence qui doit être sérieusement interprétée. Pourquoi la transition qui a réussi en Angleterre échoue-t-elle en France ? Quelles sont les particularités du libéralisme français contemporain ? Comment définir l'esprit républicain ? Doit-on regretter ou condamner la fameuse « exception française » ? En revenant avec Jacques de Saint Victor sur des débats historiques qui nous sont devenus familiers grâce à Claude Nicolet, Blandine Kriegel, Marcel Gauchet, Ran Halevi... nous ne perdons de vue aucun des enjeux de la période historique que nous sommes en train de vivre.

● **Mercredi 23 et 30 avril** – Pas de réunion en raison des vacances de printemps.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

CHANSONS

Deux CD disponibles (prix franco 21 € chacun) :

Vendée 1792-1796 - 72 minutes de chansons et un livret avec toutes les paroles et des notices historiques.

Vive Henri IV - La célèbre chanson reprise en 4 versions (traditionnelle, reggae, valse musette, rock).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Non à l'Otan

Le candidat Sarkozy s'était bien gardé de lancer le débat sur la réintégration de la France dans l'Otan : il y aurait perdu sa posture patriotique et l'élection.

Il y a eu mensonge. Mensonge efficace et vite avoué.

Dès le 26 août, le démagogue a dévoilé ses véritables projets, discrètement, lors de la conférence des Ambassadeurs : réduction de la politique étrangère de la France à la lutte contre l'immigration clandestine ; recopiage des mots d'ordre publiés par les plus extrémistes des néo-conservateurs américains (1).

Telle fut l'amorce d'un reniement qui s'est depuis précisé : le « *tournant américain* » que nous avons alors dénoncé conduit à l'alignement sur la stratégie occidentaliste (2) de lutte contre un islamisme conçu comme un bloc dans lequel on trouve Al-Qaïda, les dirigeants iraniens, les arabomusulmans... L'amalgame est absurde : les musulmans dont on parle se font la guerre – chiites contre sunnites, chiites contre chiites en Irak, Turcs contre Kurdes, Fatah contre Hamas... Il suffit de regarder la télévision pour s'en apercevoir.

De fait, il ne s'agit pas d'un simple « *tournant américain* », en lui-même inacceptable mais qui ne nous sortait pas du débat raisonné. Nous avons affaire à des gens qui ne peuvent pas exister sans se donner des ennemis et qui adhèrent à la *théorie de l'Ennemi* qui se trouve sur le marché. A l'époque de la guerre froide, il y eut l'idéologie de la « *défense de l'Occident* » face au « *marxisme oriental* ». Les fusées soviétiques étaient alors braquées sur les États-Unis et l'Europe de l'Ouest et il y avait un débat

politique, rationnel, sur les moyens de s'en protéger. La protection de l'Otan étant largement illusoire, le général de Gaulle eut raison de choisir une force nationale de dissuasion nucléaire « *tous azimuts* » et de nous placer, contre l'occidentalisme, dans la perspective de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Il y eut alors des débats solidement argumentés.



Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy veut entraîner la France et les Français dans une série de régressions absurdes et dangereuses.

Américanophilie infantile contre laquelle l'antiaméricanisme classique sera inopérant. On ne combat pas une rêvasserie par un réflexe.

Passéisme géostratégique : l'Otan n'a plus de raison d'être depuis la disparition de l'Union soviétique.

Archaïsme guerrier : l'échec de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan s'explique par une conception technologique de la guerre qui avait sa pertinence face à des armées classiques mais qui est désastreuse sur des territoires compliqués et dans des conflits asymétriques – là où les conditions du retour à la paix sont essentiellement politiques, là où

les technologiques simples peuvent être efficacement utilisées contre des armements très perfectionnés.

Déni de réalité : les Américains n'ont pas tiré les leçons de la défaite soviétique en Afghanistan, de l'échec des bombardements de la Yougoslavie en 1999, des cruelles déconvenues de Tsahal lors de la guerre du Liban... En réintégrant l'Otan, nous allons adopter une stratégie qui est inopérante contre le terrorisme et qui suscite la haine des populations qu'on prétend sauver. Nous sommes déjà dans ce piège en Afghanistan et Nicolas Sarkozy, qui ne voit rien, qui ne comprend rien, va envoyer mille hommes supplémentaires dans une guerre perdue. La France ne pourra pas jouer son jeu en Asie centrale.

Niaiserie politique : jamais les Américains ne laisseront des commandements importants aux Français et nos soldats seront employés comme supplétifs dans les combats désespérés d'une puissance en déclin.

Reniement : la France deviendra une nation alignée qui perdra de ce fait l'immense crédit dont elle bénéficie dans le monde. Au sommet de l'Otan à Bucarest, Nicolas Sarkozy s'est placé dans la posture de soumission des politiciens atlantistes de la IV^e République. Tout à coup, il s'est mis à défier les Russes en approuvant l'installation du « *bouclier antimissiles* » et en souhaitant l'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'Otan.

Nous entrons en campagne contre la réintégration dans l'Otan. Il faut que des Français nombreux et déterminés obligent Nicolas Sarkozy à renoncer à ce funeste alignement.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. l'article de Yves La Marck, *Roya-liste* n° 909, page 5.

(2) Cf. Emmanuel Todd, site Marianne2.fr